

### COUPS PORTÉS À L'ÉTAT ET RIGUEUR DANS LA FONCTION PUBLIQUE

« Je crois à un État fort, qui fait des choix, mène des politiques, et, plus que tout, poursuit l'intérêt général, l'intérêt de notre Nation. »

(programme de campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy)

Pour Nicolas Sarkozy, les fonctionnaires sont une cible privilégiée pour réduire le train de vie de l'État et une simple variable d'ajustement : suppression de 36 000 poste en 2009, dont 11 000 dans l'Éducation nationale, non-remplacement systématique d'un agent sur deux partant à la retraite... Telles sont les seules ambitions des pouvoirs publics pour l'État et les services qu'il rend aux Français.

La révision générale des politiques publiques (RGPP) souhaitée par Nicolas Sarkozy et les 7 milliards d'économies annoncées sont un catalogue de mesures disparates, sans aucune vue d'ensemble, sans projet à moyen ou long terme, sans ambition pour l'État.

La mise en place de la RGPP générera des coûts bien plus élevés que les économies annoncées (pour exemple la fusion DGI-DGCPP qui a déjà coûté 130 millions d'euros pour des gains de productivité faibles).

Les citoyens subissent de plein fouet les conséquences de politiques simplistes comme le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Mais de quels fonctionnaires parle-t-on ? Y a-t-il trop d'enseignants, d'infirmières, de policiers ?

Les annonces à répétition provoquent la protestation légi-

time des agents de l'État qui voient leurs fonctions remises en question sans avoir été consultés. C'est un réel mépris qui est aujourd'hui affiché envers les agents, injustement stigmatisés, sans aucun égard pour le dialogue social.

Réformer l'État est incontestablement une nécessité. Mais c'est d'une réflexion sur les contours de ses missions et ses nouveaux besoins qu'il faut partir, pour en déduire les nécessités de fonctionnement mission par mission, et non l'inverse. La logique violente et exclusivement comptable systématisée par la droite est donc vouée à l'échec, dès lors que ne sont associés ni le Parlement, ni les partenaires sociaux, ni les agents de l'État, ni les usagers du service public, à la réflexion sur ce que doivent être aujourd'hui les missions de l'État.

Pour le Parti socialiste, une véritable réforme de l'Etat passe par :

- Une clarification des champs de compétences des ministères et des administrations ;
- Le développement de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique ;
- La mise en place d'une politique d'évaluation des politiques publiques et de l'action publique ;
- Le maintien et la revalorisation du principe de péréquation au niveau national.

